M 1669 - N° 857 - 10 F - JUIN 1987 ISSN 0398-2076

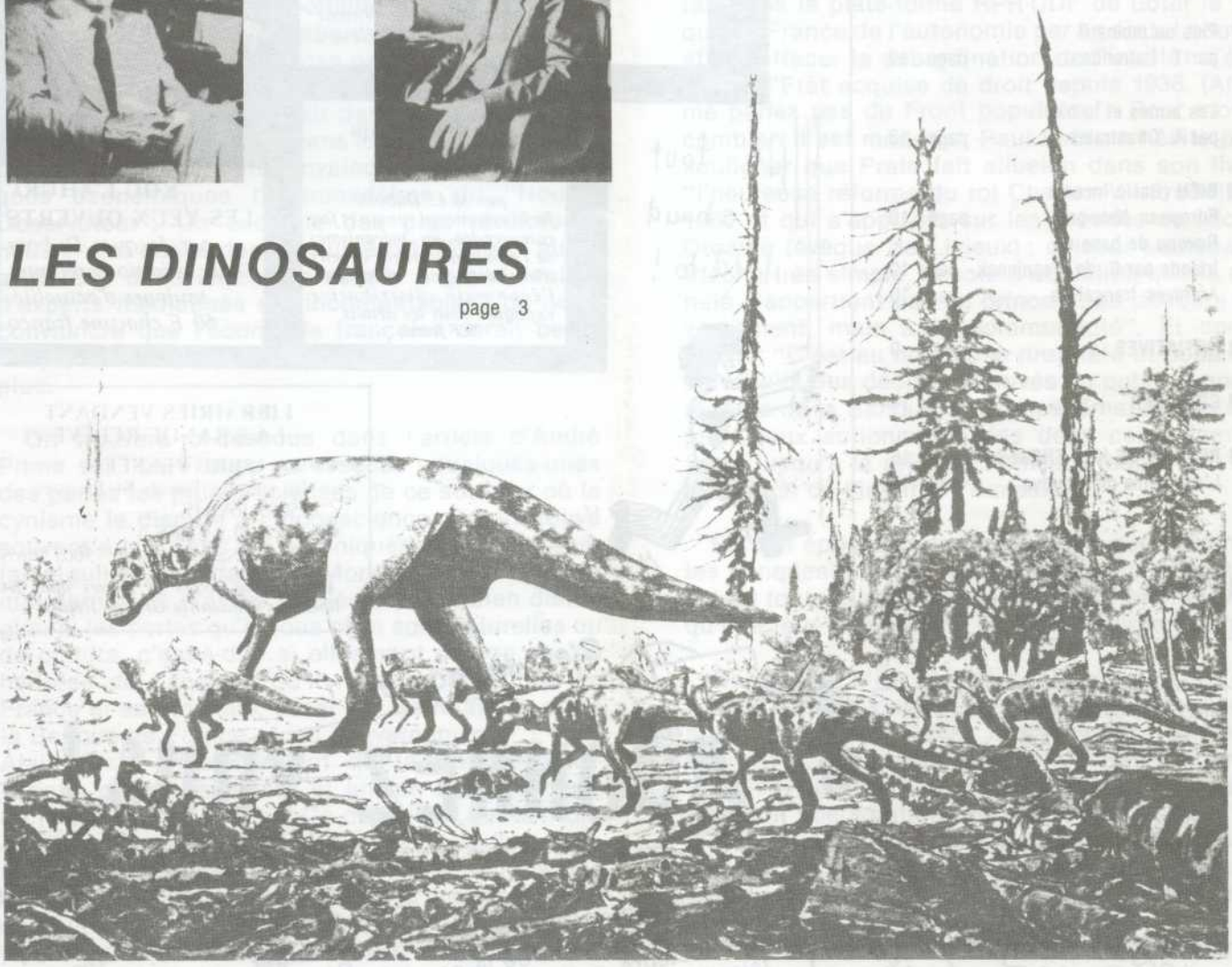
LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

LES DINOSAURES

page 3



M 1669 - 857 - 10,00 F
3791669010000 08570

SOMMAIRE

■ **ACTUALITÉ**

Editorial : les dinosaures
par J.-P. Mon ..... page 3

Une interview
indécente ..... page 4

Aux armes citoyens
Le vent souffle de RFA
Des banquiers bien dodus
Le comble !
par A. Prime ..... page 5

■ **LU - VU - ENTENDU** ..... page 8

■ **REFLEXION**

Consommateurs de tous les pays
unissez-vous (suite)
par R. Marlin ..... page 6

Plus ou moins ?
par T. Lafronde ..... page 12

Les armes et le blé
par A. Chantraine ..... page 13

■ **BIEN** (Basic Income
European Network) ..... page 10
Revenu de base en
Irlande par C. de Vleanineck page 10
Archives françaises ..... page 10

■ **INITIATIVES** ..... page 9

■ **COURRIER** ..... page 14

■ **RESUME DE NOS THESES** . page 15
L'économie distributive.... page 15

et PAS DE PANIQUE !
la B.D. est en page 16

POUR VOTRE PROPAGANDE

UNE BROCHURE A FAIRE LIRE

L'ECONOMIE LIBÉRÉE :

Par M.L. Duboin
En vente par correspondance au journal, 20 F pièce, franco.

Résumant et actualisant nos thèses, 60 pages de nombreux graphiques, et très faciles à lire. Un outil de travail simple, court, efficace, facile à utiliser.

ET POUR VOTRE REFLEXION PERSONNELLE
à commander, également à la Grande Relève :

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

par M.L. Duboin
Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative, l'économie distributive expliquée dans les détails.
79 F franco

KOU L'AHURI LES YEUX OUVERTS
par Jacques Duboin
Deux rééditions récentes toujours d'actualité.
60 F chacune franco

LIBRAIRIES VENDANT « LA GRANDE RELÈVE »

- « LA LIBRE PENSÉE »
  10, rue des Fossés St-Jacques
  75005 PARIS
- « PARALLÈLES à
  47, rue Saint-Honoré 75001 Paris

Achetez vos livres et revues dans les librairies vendant la Grande Relève.

La Directrice propriétaire de la publication
M.-L. DUBOIN
Commission Paritaire : 57434
Diffusé par N.M.P.P.
Imprimerie GASCHET
284, bd Voltaire 75011 Paris

les mardi et jeudi
après-midi
16 (1) 30.71.58.04

C'est le moment !

ABONNEZ VOUS !

Nous acceptons toute somme inférieure à ce tarif de la part des lecteurs qui ne peuvent faire plus. Ce journal ne survit que grâce à la souscription permanente « POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE ».

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France ..... **80,00 F**
Soutien ..... **120,00 F**
Etranger ..... **105,00 FF**

Règlements par chèques postaux : au C.C.P. « La Grande Relève » n° 13 402.39 M Paris.
Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

LA GRANDE RELÈVE
BP 108 - 78110 LE VÉSINET

LES DINOSAURES

par Jean-Pierre MON

PLUS qu'aux contraintes extérieures, l'échec de la gauche tient à ce qu'elle n'a pas su populariser son programme de transformation de la société, tant et si bien qu'elle en a finalement changé pour adopter la bouillie fade de la social-démocratie. C'est que, contrairement à la droite, la gauche socialiste ne dispose pas d'une presse qui relaie efficacement ses idées. Bien plus, la presse dite de gauche se complait dans le sabotage des idées socialistes surtout dans le domaine économique. Il suffit pour s'en convaincre de lire les rubriques économiques hebdomadaires du "Nouvel Observateur". Un exemple des plus révélateurs nous en est donné dans le numéro 1172 du 24 au 30 avril 1987 dans lequel on essaie à grand renfort d'experts médiatisés et "incontestables" de nous convaincre que l'économie française serait beaucoup plus compétitive si les Français travaillaient plus.

On trouvera ci-dessous dans l'article d'André Prime sur "La France paresseuse" quelques-unes des perles les plus précieuses de ce sottisier où le cynisme le dispute à l'inconscience. On en trouve souvent aussi dans les chroniques que Paul Fabra fait régulièrement dans "Le Monde". Dans celle du 5 mai dernier, je n'arrive d'ailleurs pas à bien distinguer si les perles qu'il nous offre sont naturelles ou de culture, c'est-à-dire si elles sont de son cru ou héritées de l'analyse qu'il nous propose de "La France et sa monnaie, essai sur les relations entre la Banque de France et les gouvernements" (*) par Alain Prate, vice-président de la Banque Européenne d'Investissement et ancien sous-directeur de la Banque de France. Ce monsieur, qui est tout de même beaucoup "mieux élevé" que "sa suffisance" de Closets ou que le cynique Minc, a une idée fixe qui est la stabilité de la monnaie. Pour défendre cette idée héritée d'un autre temps, il pense qu'il faut rendre l'institut d'émission totalement indépendant du pouvoir politique. Ne reculant devant rien, il nous affirme que dans les pays où l'Institut d'émission jouit d'une large autonomie, comme c'est le cas pour la Suisse, l'Allemagne, les Etats-Unis, la monnaie est généralement plus stable qu'ailleurs. Comme chacun peut le constater tous les jours le dollar est si stable qu'il faut une conférence internationale tous les trois mois pour éviter son "glissement". Ce qui d'ailleurs ne l'empêche pas de glisser ! Mais passons... M. Prate déplore que le gouvernement ait abandonné l'idée qui figurait dans la plate-forme RPR-UDF de doter la Banque de France de l'autonomie par un statut nouveau afin d'effacer la subordination de l'institut d'émission à l'Etat acquise de droit depuis 1936. (Ah, ne me parlez pas du Front populaire !). Pour montrer combien il est moderne, Paul Fabra n'hésite pas à souligner que Prate fait allusion dans son livre à "l'heureuse réforme du roi Charles V introduite en 1360 et qui s'appuyait sur les théories de Nicolas Oresme (évêque de Lisieux) : celui-ci soutenait la théorie très simple, encore d'actualité, que la monnaie n'appartient pas au prince et au donc au gouvernement, mais à la communauté". Et conclut Fabra : "C'est au nom de la propriété et donc de la solvabilité des débiteurs, privés ou publics, que les régents de la Banque de France, émanation de ses principaux actionnaires, les deux cents familles, firent jusqu'à la réforme Poincaré respecter l'indépendance de l'institut d'émission".

En une époque comme celle que nous vivons où les banques privées, voire les grandes entreprises, créent toute la monnaie qu'elles souhaitent, avouez qu'une telle position est pour le moins archaïque.

De Closets, Minc et leurs confrères sont des dinosaures économiques ; Prate, Fabra et bien d'autres sont des dinosaures monétaires ! Dinosaure encore, Lionel Jospin lorsqu'il déclare au congrès de Lille que "le PS doit redevenir le parti de l'emploi", déclaration qui a été qualifiée de "mot d'ordre utopique" par J.M. Colombani dans "le Monde" du 7 avril dernier. (Comme quoi il n'y a pas que nous qui nous faisons traiter d'utopistes !).

Comme toujours, c'est l'histoire qui tranchera. En attendant, souvenons-nous que les dinosaures de la préhistoire, parce qu'ils n'ont pas su s'adapter aux changements de leur ère, ont brusquement disparu de la planète. Il en sera de même des dinosaures d'aujourd'hui.

(*) Editions Julliard

UNE INTERVIEW INDÉCENTE

SUR LA "FRANCE PARESSEUSE"

par André PRIME

Un certain Monsieur Scherrer va faire paraître un livre sous ce titre provocant (il faut bien vendre !). Le "Nouvel Obs" a interviewé différents "économistes" ou patrons. Nous retiendrons l'interview de François de Closets et Alain Minc.

• *F. de Closets : "Dans la réalité, celui qui fait 39 heures effectives payées même modestement, mais 39 heures, celui-là créé du chômage, et le forcené, l'obsédé, qui est surproductif, 45 heures par semaine, celui-là créé des emplois, c'est la volonté qu'il faut marteler. En revanche, la réduction du temps de travail ne doit pas être considérée en soi sous l'angle d'un progrès social. Elle doit être très précisément liée à des gains de productivité".*

M. de Closets ignore-t-il que les gains de productivité depuis plus de 10 ans, ont généré 3 millions de chômeurs sans baisse de la production ? Décidément, il retarde...

Il poursuit : *"C'est tout à fait clair, la réduction du travail s'accompagne d'une réduction de salaire".*

• *Alain Minc : "Tout à fait d'accord. Je dirai même que si l'on veut réduire le chômage, il faut faire les 45 heures payées 40 et non pas les 35 payées 40 !".*

On croit rêver. Et plus loin :

"Une bonne partie de nos attitudes à l'égard du travail, c'est d'abord le résultat de notre excès de pouvoir d'achat et de consommation depuis le début de ce qu'on a appelé à tort "la crise...". Je crois qu'il faudrait tronquer entre 5 et 10 % du pouvoir d'achat des gens".

• *F. de Closets* lui fait écho : *"Le problème c'est qu'effectivement la réduction considérable de la durée du travail, qui est intervenue depuis le début de la crise s'est accompagnée d'une augmentation constante du pouvoir d'achat ; c'est çà qui ne colle pas".*

Indécent, scandaleux, bête ? On aurait pu croire que de Closets ou Minc, jadis "teintés" d'idées de gauche, réputés intelligents, étaient capables de comprendre l'évolution fantastique de la Société. Comment osent-ils tenir de tels propos avec 3 millions de chômeurs dus à ce "qu'on appelle à tort la crise" ? Ce qui se passe en Allemagne (voir I.G. Metall) ne leur ouvre pas les yeux ?

Il faut sans doute admettre que l'auteur de "Toujours Plus" qui a vendu près d'un million d'exemplaires de son livre totalement démagogique, bien fait pour plaire au Français moyen, est passé totalement de l'autre bord avec fric et bagages. De même que Minc, devenu bras droit de Bénédetti.

BULLETIN DE COMMANDE (à compléter)

M ..... demeurant .....

..... vous adresse par chèque ..... la somme de ..... F se décomposant ainsi :

..... F pour abonnement à dater de ..... 19 .....
..... F pour la souscription « Pour que vive la Grande Relève ».
..... F pour recevoir ... tracts (à 12 F le cent)
..... F pour recevoir ... ex. (à 10 F) du N° spécial « J. Duboin »
..... F pour recevoir ... ex. (à 15 F) du N° spécial « Pour les Femmes »
..... F pour recevoir ... ex. (à 60 F) de « Kou l'ahuri » de J. Duboin
..... F pour recevoir ... ex. (à 60 F) de « Les yeux ouverts » de J. Duboin
..... F pour recevoir ... ex. (à 79 F) des « affranchis de l'an 2000 » de M.L. Duboin
..... F pour recevoir ... ex. de « L'économie libérée ».
..... F pour recevoir ... (à 5 F) du N° en bandes dessinées

Règlement à l'ordre de **la Grande Relève** par chèque bancaire, ou par chèque postal n° 13 402-39 M Paris.

AUX ARMES, CITOYENS !

par André PRIME

Guerre Iran-Irak. 1980-1987 (et ce n'est pas fini !) ; 1 500 000 morts ; coût : 400 milliards de dollars ; 40 nations qui se bousculent pour fournir des armes à l'un ou l'autre des belligérants, et souvent aux deux. C'est que, rien que pour l'Europe, l'industrie de guerre représente 750 000 emplois (dont 300 000 pour la France).

La France "socialiste" devait réduire considérablement le temps de service militaire (de 1 an à 6 mois) et les fabrications d'armes (souvenez-vous de la première visite symbolique de Mitterrand au Salon de l'Aviation du Bourget : les avions avaient été désarmés). Mais chômage et balance commerciale obligent : le tiers de nos ventes d'armes à l'étranger sont absorbées par l'Irak. Dans ce cas-là... Et si nos Exocets coulent des navires amis, tant mieux : les chantiers navals sont en crise.

Ne mentionnons l'Amérique de Reagan que pour attirer l'attention sur l'hypocrisie du croisé antiterroriste contre Lybie-Iran... Quel décalage entre le bombardement de la Lybie et l'Irangate !

Tout le monde est présent : U.R.S.S., Chine, Corée du Nord, U.S.A., France, Brésil, Argentine, Israël, Afrique du Sud, Corée du Sud, Inde... Et par pays interposés : R.F.A., Suisse, Italie, Pakistan. Ajoutons les plaques tournantes marchandes : Portugal, Angleterre, Thaïlande, Paraguay, Belgique, Singapour... et même la Suède. Si les cadavres du fric ont une patrie, les pourvoyeurs n'en ont pas.

LE VENT SOUFFLE DE R.F.A.

Dans la G.R. de juillet 1986, un encart "les 35 heures viendront-elles d'Allemagne ? signalait que l'I.G. Metall — 2,5 millions d'adhérents pour 4 millions de salariés — menait depuis 4 mois 1/2 une grève afin d'obtenir la semaine de **35 heures sans diminution de salaire.**

Finalement, l'accord se fit sur 38 h 1/2 sans baisse de salaire.

Nouveau bond en avant : après seulement une discussion de 13 heures — donc sans grève — un nouvel accord a été signé entre la Fédération des Employeurs et l'I.G. Metall : 37 heures de travail hebdomadaire à dater de 1989, avec **augmentation des salaires** de 8,3 % sur 3 ans (assortie d'une trève sociale). Le premier accord avait permis de créer 100 000 emplois ; du nouvel accord, on espère également la création de plusieurs milliers d'emplois.

Cette victoire — en fait les patrons ne concèdent qu'une part de ce qu'ils ont déjà gagné ou vont gagner en productivité par les investissements — s'ajoute à celle de la fonction publique pour 4 200 000 employés (1).

Les accords de l'I.G. Metall, pense-t-on logiquement, auront valeur d'entraînement : d'autres branches suivront.

Ce qui est important, c'est que ces avancées décisives sont le fait de syndicats non politisés, défendant, face aux patrons, mais avec des arguments solides (% de gains de productivité) leurs seuls intérêts. En France, nous connaissons la mentalité archaïque de certains syndicats, la "timidité" des autres.

Quant aux positions du P.S. face à la diminution du temps de travail, nous avons à plusieurs reprises souligné deux points essentiels :

— le P.S. et ses militants n'arrivent pas à concevoir une diminution significative du temps de travail sans diminution correspondante du salaire : en insistant, on passe pour un rêveur, un irréaliste.

— le P.S. n'envisage pas la réduction du temps de travail — et Rocard ne fait pas exception — qu'au cas par cas, entreprise par entreprise, et seulement si l'utilisation accrue des machines peut compenser la "perte" patronale ; donc il faut recourir au travail posté.

Il est grand temps que le P.S. et les syndicats respirent l'air "social" qui vient du pays d'Europe le plus souvent cité par tous pour son dynamisme économiqe : c'est la preuve qu'on peut, en attendant le socialisme distributif, réaliser des avancées positives par certains côtés, où le chômage, s'il n'est pas résorbé, n'est pas aggravé et même légèrement diminué.

A. P.

(1) Voir notre article page 4 Grande Relève n° 855).

DES BANQUIERS BIEN DODUS

Lorsqu'elles ont voulu instaurer le chèque payant, les banques ne gagnaient pas d'argent ou si peu : le paiement des chèques traités devait leur permettre de doubler leurs bénéfices. Las, devant la levée de boucliers soutenue par les organismes de défense des consommateurs, la mesure envisagée fut "reportée", sinon annulée définitivement. Et voilà que les résultats des banques pour 1986 tombent : toutes affichent des augmentations de bénéfices de 30 à 65 % supérieurs à 1985.

Ouf ! On allait pleurer sur les banquiers !

A.P.

LE COMBLE !

Relevées par "Le Canard Enchaîné" dans "Le Courrier Picard" les deux annonces suivantes :

— H. ch. place CHAUFF.-LIVREUR MANUTENTION. J'offre 20 000 F à qui m'emploie...

— H. 41 a, permis B, C, D, E, ch. pl. CHAUFFEUR, Abbeville, Amiens, 13 a. exp. paie 50 % charges patronales pendant 6 mois.

Comme on le voit, le marché du travail bat son plein. Le "Canard" demande : "Et si le patron trouve moins cher, pourquoi ne pas lui rembourser la différence ?".

(Envoi de E.D., Paris XI[e])

CONSOMMATEURS DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS ! (suite)

par René MARLIN

UNE grande partie de la publication que nous analysons est consacrée aux nouvelles façons d'acheter (1) "Un téléphone, un téléviseur (raccordé au câble) et une carte de crédit, c'est ainsi que les Français réaliseront dès 1995 près de 25 % de leurs achats à domicile". Un analyste financier a chiffré à deux milliards de dollars le total des ventes ainsi réalisées aux Etats-Unis en 1987. Certains grands magasins, comme le Printemps, sont réticents et préféreraient continuer à attirer la clientèle dans leurs locaux. L'on peut se demander en effet, aussi, si la vie en société ne souffrira pas de cette nouvelle "intériorisation" des activités. Quoiqu'il en soit, la technique est prête afin de remplacer les catalogues par des vidéodisques ou vidéocassettes et pour la commande au téléphone, par synthèse vocale. L'essayage électronique qui permet à la cliente de se voir, sur son téléviseur, habillée d'une robe ou d'un tailleur préalablement choisi sur vidéocassette, est également au point.

Paiements et gratuité

Quant aux moyens de paiement, ils seront, nous le savons, électroniques. La carte à puce existe chez Bull. En Norvège, son usage sera généralisé dès 1990. En France, la région de Rennes sert de banc d'essai. Vous pourrez consulter en permanence le relevé de votre compte en introduisant votre carte dans le lecteur de votre Minitel, régler vos achats, téléphone, etc... La sécurité des échanges sera accrue, par rapport à la carte actuelle, car elle serait, paraît-il, non reproductible et inviolable. Le rédacteur de "Que Choisir ?" se permet d'ajouter : "Mais attention : imaginer la gratuité de tous ces services tient du rêve". C'est qu'en effet, le porteur de carte pourrait avoir la tentation de penser que son crédit est illimité ; d'où le danger (pour le régime) qui fait peut-être que la carte à puce, pourtant au point, ne se généralise pas encore. Mais aussi qui paiera les lecteurs de cartes dont les commerçants, même tout petits, devront s'équiper ? Restons tout de même bien convaincus que ce nouveau progrès technique rendra plus facile le passage à la monnaie distributive non thésaurisable et s'éteignant à la première transaction. Sachons aussi qu'elle facilitera, même si cela semble un rêve pour le journaliste, la gratuité d'un certain nombre de produits et de services abondants, transports urbains, eau, pain, éclairage domestique, etc...

La publicité

Mme Scrivener, pourtant ancien ministre, paraît bien naïve lorsqu'elle écrit : "...Il faut se réjouir de la publicité comparative sur les prix réalisée il y a quelque temps par la grande distribution...". Ne sait-elle pas — elle devait lire "Que Choisir ?" — que la grande distribution en question, piège les comparaisons par un choix d'articles à prix spécialement manipulés pour l'occasion et qui n'ont rien à voir avec le niveau d'ensemble de ceux du magasin ou du panier de la ménagère ? Elle est bien candide lorsqu'elle prétend : "...Dans une réelle économie de marché, les consommateurs se verront, encore plus qu'avant, sollicités par la publicité. Chacun sait que la publicité fait vendre et celle-ci deviendra plus intelligente encore pour atteindre les désirs secrets des consommateurs. Au consommateur, alors, de se créer un comportement plus responsable, de ne pas se laisser prendre lorsqu'il sent que la publicité est douteuse, car malheureusement cela peut toujours arriver malgré la loi, à juste titre sévère, sur la publicité trompeuse et mensongère. Mais là aussi, les publicitaires sérieux n'ont nul avantage à abuser le consommateur". N'a-t-elle jamais vu de publicité pour clamer cela ? N'a-t-elle pas remarqué qu'à la différence de l'information du consommateur qui est acceptable, la publicité a justement pour but de duper le client afin qu'il achète à tout prix ?...

Santé et solvabilité.

Dans le domaine des médicaments, la recherche par tâtonnement est révolue et remplacée par l'analyse systématique des cellules à soigner et de leurs interactions. L'activité des nouveaux produits est moins globale et mieux ciblée (médicaments en timbres), les quantités peuvent être réduites. Les nouveaux analgésiques sont à notre porte, on atrophie les fibromes ; les laboratoires se déplacent dans l'espace pour accroître la pureté des préparations. Demain, le vaccin synthétique va apparaître. Le génie génétique a permis la production de deux vaccins contre l'hépatite B. "Quant aux maladies parasitaires (qui affectent surtout le tiers-monde), déclare un responsable de l'Institut Pasteur, il faut bien dire qu'aucun grand laboratoire n'est incité à consacrer suffisamment d'argent à la reherche pour les prévenir". Malgré le nombre colossal des humains concernés par ces maladies (300 millions pour la lèpre), précise l'auteur de l'article, le marché est jugé peu porteur. Les pays concernés par ces maladies sont très pauvres, surendettés. Et si demain une prévention devenait possible, qu'adviendrait-il de leur démographie ? Aussi choquant que cela puisse paraître, hélas, de conti-

(1) Voir notre numéro d'avril 1987.

nuer à peser sur le futur des recherches vaccinales".

Il n'y a rien là de surprenant pour ceux qui, comme nous, savent depuis longtemps qu'en système capitaliste, toute activité doit être rentable, donc ne sera financée que si elle peut être vendue à des acquéreurs solvables. Les habitants du tiers-monde continueront à souffrir des affres de la lèpre tant qu'ils ne constitueront pas un marché financièrement intéressant, ce que ne réalise pas probablement la fondation Raoul Follereau ? Laissons-la donc se dévouer en vain !

Les loisirs.

Le loisir se résume en deux chiffres : les européens lui consacrent 220 milliards de francs par an. D'autre part, l'homme qui passait 26,4 % de son existence à travailler passe actuellement 9,9 % de sa vie à des activités contraintes et cette proportion diminuera avec la semaine de 35 heures généralisée.

L'automobile de l'an 2000, en dehors de son profil aérodynamique, aura un tableau de bord avec radar anti-collision, lecteur de compact-disc et système de navigation par satellite. Elle sera plus sobre et moins polluante que notre voiture actuelle par utilisation de carburant sans plomb et pot d'échappement électrolytique. Le véhicule électrique sera limité aux utilisations urbaines ou à faible moyen d'action.

Quant aux grands parcs d'attraction dont la prolifération américaine va gagner l'Europe, leur fréquentation semble avoir atteint son plafond.

Les vacances se scinderont en plusieurs parties ; elles seront plus culturelles et plus actives. Les membres du Club Méditerranée, pionniers en la matière, séjourneront dans une station orbitale spécialement conçue à cet effet.

L'Europe

"Que choisir ?" publie enfin, en partie, le manifeste du Bureau Européen des Associations de Consommateurs (B.E.U.C.) qui réclame notamment :

— l'abolition des frontières internes à l'Europe pour la circulation des produits et la suppression des entraves techniques aux échanges,

— une loi européenne sur la sécurité. Actuellement les accidents domestiques font 30 000 morts et 50 millions de blessés par an dans la C.E.E.

— un vrai marché commun des médicaments au service des patients et non de l'industrie pharmaceutique. Un même médicament se vend à présent 5 fois plus cher dans certains pays que dans d'autres.

— une réforme de la politique agricole commune "La lutte contre les excédents de fruits et légumes et de beurre devant être poursuivie dans le respect des objectifs sociaux et de l'environnement de chaque zone de production",

— la création d'une banque de données sur les prix, etc...

L'avis d'un sociologue

Reproduisons pour terminer quelques phrases du sociologue Joffre Dumazedier auteur, en 1962, d'un ouvrage intitulé "Vers une civilisation des loisirs". L'on verra que ses idées ne sont pas sans rapport avec les nôtres.

"...Personne n'aborde le phénomène des loisirs comme il conviendrait. La société libérale fait confiance au commerce, c'est-à-dire à une dynamique marchande, alors qu'une civilisation se construit sur les valeurs...".

"...Personnellement, je n'ai jamais lié le loisir et la prospérité. La valorisation des loisirs est un phénomène beaucoup plus profond. C'est une véritable révolution culturelle. La dernière grande enquête de la SOFRES sur ce sujet montre que les trois quarts des travailleurs s'intéressent prioritairement aux activités hors professionnelles...".

"...Ceux qui pensent que nous y viendrons (à la fusion du temps de travail et du temps de loisirs) se trompent !... Le travail est un temps contraint, l'a été et le restera. Et rien, ni personne ne changera cette évidence...".

Consommateurs et distributistes

Même si ces thèses sont discutables, même si les idées de l'UFC sur la gratuité possible de certains services nous paraissent pour le moins timides, même si celles du B.E.U.C. sur la lutte contre les soit-disants excédents alimentaires sont tout à fait inacceptables, je pense que nous devons nous intéresser à la lutte des consommateurs pour plus de considération et plus de dignité. Notre combat pour une économie libérée ne peut pas nous dispenser d'une lutte de tous les jours consumériste et syndicale peut-être plus ingrate, mais indispensable, dans l'attente de la réalisation d'une société non mercantile où le "veau d'or" aura été abattu.

UN LIVRE QUI AIDE A PRENDRE CONSCIENCE :

Survivre ou périr ensemble *par Franz Foulon*

Analyse écologique des folies d'un monde inhumain. 300 pages. En vente par correspondance au journal. Prix : 65 F franco.

Science et Culture

La lettre "Science et Culture" du G.R.I.T. (1) est un mensuel dont le but est de livrer à des abonnés, lecteurs et correspondants, des données d'information et de réflexion sur les facteurs de changement, voire de rupture qui affectent la société... Le G.R.I.T. s'inscrit au sein du Groupe Science et Culture. Il joue le rôle de plaque tournante entre scientifiques, écrivains, sociologues, économistes, philosophes, médecins, juristes, industriels (Daniel Andler, Henri Atlan, Jean Dausset, Jean-Pierre Dupuy, Jean-Louis Le Moigne, Edgar Morin, René Passet (2), Jacques Robin (2), Joël de Rosnay (2), Isabelle Stengers, Francisco Varela).

La lettre commence par rendre compte du débat qui a eu lieu le 25 février 1987 dans le cadre des "Lectures de notre temps" sous l'égide du CESTA (3) sur le thème du "dividende distributif généralisé".

Dans le n° 22 de février 1987, Jacques Robin, l'un des animateurs du débat, analyse le livre intitulé "Le Participat" (4) dont nous avons publié une critique par André Prime. L'auteur de ce "Point de Vue" reprend les thèmes qui sont familiers aux lecteurs de la G.R. et dont nous ne donnerons donc que quelques extraits :

"...Incohérence face aux surplus... *les acteurs sociaux paraissent de manière majoritaire se satisfaire de la non-création d'une plus grande quantité de richesses matérielles (qui manquent pourtant à tant d'individus !) comme s'ils étaient terrorisés à l'idée d'être contraints de les répartir autrement, ou comme s'ils étaient effrayés, dans leur subconscient, par les transformations des rapports sociaux à prévoir si une large distribution de biens édulcorait les règles du jeu de la rareté, dans lesquelles nous vivons l'organisation quotidienne de notre vie.*

Paradoxe surproduction/sous-emploi

Incohérence et paradoxe s'exagèrent, se nouent encore plus, lorsqu'on prend conscience que cette surproduction de bien s'accomplit dans le cadre d'un sous-emploi grandissant des producteurs... nous avons confondu en ces derniers siècles les concepts d'activité et de travail... En Occident se créé donc sous nos yeux, avec notre bénédiction, une société duale, toujours dénoncée, jamais affrontée...

Des mentalités obsolescentes

Nous arrivons à considérer l'économie comme destinée à créer des emplois, alors que son rôle de base, c'est d'optimiser la création et la distribution des richesses...

Nouveaux biens ou nouveaux robots compenseront les emplois perdus par l'introduction des nouvelles technologies informationnelles...

Le défi de la modernisation n'est pas là : le défit, c'est une réussite collective des entreprises, des citoyens..."

Vers des propositions

J. Robin pense qu'elles se situeront forcément dans le cadre de l'Europe ouverte sur le Tiers-Monde dans "une planète plus équilibrée". Comment assurer la transistion ? Le plus difficile selon Jacques Ellul. Non pas par le "Participat", mais en suivant des pistes mentionnées dans une bibliographie où figurent en bonne place M.L. Duboin et la Grande Relève avec notre adresse (5).

Dans le n° 23 de mars 1987 de la même lettre "Science et Culture", nous avons relevé un article de René Passet (6) faisant suite à celui de J. Robin et qui s'intitule "Le revenu minimum garanti ou le partage des fruits d'un patrimoine universel". Il faudrait citer entièrement cette étude qui s'inscrit dans la suite des travaux mentionnés tous ces derniers mois par la G.R. et nos propres recherches sur ce sujet. Donnons seulement ici quelques sous-titres et expressions marquantes :

"...**Une idée simple**... les origines sont aussi bien de droite que de gauche... L'extraordinaire simplification qui (en) résulterait... la nécessité (qui n'est pas seulement de justice sociale, mais également de bon calcul économique), de traiter la ressource humaine au moins aussi bien que le capital... la rupture du lien emploi-revenu, inévitable à partir du moment où, au sein de l'appareil productif, la machine se substitue à l'homme... **De possibles effets pervers :** une incitation à l'oisiveté (mais)... le vrai problème aujourd'hui semble être moins celui des stimulants que celui d'un potentiel d'emploi de plus en plus rare... Le risque de rupture dualiste... les lourdeurs des contrôles bureaucratiques (à éviter peut-être par une organisation décentralisée s'appuyant sur les moyens informatiques modernes)... **Une réforme à portée de main...** le financement (par la suppression de certaines allocations qui feraient double emploi, par le prélèvement fiscal et surtout le revenu robotique ou technologique)... Le coût du système ne paraît pas hors de portée... (surtout avec le temps et l'hypothèse modérée d'un taux d'accroissement annuel de 2 % du PIB).

Nous adopterons la conclusion de René Passet : "Le débat, dont il n'est pas trop audacieux de prévoir qu'il fera bientôt son entrée sur la scène publique, ne fait que commencer". En insistant sur l'aide précieuse qui nous vient maintenant de ces économistes et sociologues éminents, nous ajouterons que nous ferons tout pour que ce débat s'oriente vers le revenu social distributif et maximal, le vrai, celui de Jacques Duboin.

★

Nota. — Vers la fin de la rubrique "Lu, Vu, Entendu" du n° 856 de mai 1987, juste avant l'adresse P.H. St-Mandrier, il fallait évidemment lire "l'industrie n'est pas faite pour créer des emplois mais pour créer des richesses".

R.M.

(1) Groupe de Réflexion Inter et Transdisciplinaire, G.R.I.T., Science-Culture, 1, rue Descartes, 75005 Paris.

(2) Membres du Bureau du G.R.I.T.

(3) Centre d'Etude des Systèmes et Techniques Avancées, voir les dossiers de la G.R. n° 848, août 1986.

(4) G.R. n° 853, février 1987

(5) Cette bibliographie est d'ailleurs reprise par la revue Futuribles qui publie aussi dans son n° de janvier 1987 un article de Ph. Van Parijs "Quel destin pour l'allocation universelle ?".

(6) Professeur de Science Economique à l'Université de Paris I Sorbonne.

initiatives

La Fédération C.F.T.C. des P.T.T. publie "l'écho du cadre A" dont nous tirons dans le n° 17 de 1987 d'un texte intitulé "les nouveaux enjeux", les passages suivants sous la signature de G. Pichon, Direction Régionale des Postes, 21031 Dijon :

"...Même s'ils ne veulent pas l'avouer, même s'ils continuent à afficher une assurance d'autant plus sereine qu'ils sont dans le doute le plus profond, nos responsables politiques et nos spécialistes économiques de tous bords sont dans l'impasse... nous produisons trop alors que les deux tiers de l'humanité souffrent de la faim et de la misère.. le progrès technique va continuer à faire diminuer la quantité de travail nécessaire pour produire des richesses même plus importantes..."

1. La première conséquence est... qu'il va devenir nécessaire d'étudier des organisations de travail qui suppriment les rigidités actuelles des structures étudiées pour le travail à plein temps.

2. De la manière dont on procède actuellement, les problèmes de la Sécurité Sociale et des caisses de retraite sont inévitables puisque l'on se base sur la masse salariale qui diminue sous l'effet de la productivité. Il est indispensable de trouver le moyen de réintroduire une partie de ces gains de productivité dans le financement des besoins sociaux...

3. Il est devenu nécessaire de dissocier le droit à un revenu minimum de la notion de travail et de donner à chacun une allocation permanente, du seul fait qu'il existe...

Transmis par J.P., Avranches

★

Un abonné nous transmet un article du "Progrès" de Lyon en date du 25 avril 1987 exprimant les idées de Charles Gourdin, adjoint aux affaires économiques de la municipalité de Villeurbanne (P.S.) dont le maire est Charles Hernu.

En voici quelques phrases : *"l'industrie créera très peu d'emplois dans les années à venir, l'introduction de nouvelles techniques et les restructurations aboutissent souvent, au contraire, à des licenciements... Dans un premier temps, il semble urgent qu'aux mutations économiques que subissent les pays industriels correspondent des mutations sociologiques... Peut-être faut-il assurer l'homme du berceau jusqu'au tombeau afin qu'il n'ait aucune inquiétude économique...".*

Transmis par F.G., Villeurbanne.

★

Le "Progrès de Lyon" a publié de notre ami Jean GERIN la lettre que nous reproduisons ci-dessous :

"Retroussons nos manches !

Oui, la dépolitisation à laquelle nous assistons est regrettable. Mais pourquoi en sommes-nous arrivés à ne plus avoir confiance dans nos institutions ? C'est que ceux qui ont un peu de bon sens ne comprennent plus rien à rien.
En effet, quand on limite la production par tous les moyens ; quand les usines et les magasins regorgent de marchandises et qu'on nous demande de retrousser nos manches !
Quand on limite les salaires, les retraites et qu'on est surpris que la demande intérieure n'augmente pas !
Quand certains de nos concitoyens (dans les affaires, le spectacle, le sport, etc.) gagnent des millions de francs actuels par an alors que des centaines de milliers de personnes sont sans aucune ressource !
Quand on se rend compte que plus on modernise, plus on va vite, on produit toujours plus avec moins de monde !
Quand certains s'acharnent sur les étrangers sous prétexte qu'ils viennent manger notre pain, alors que nous pouvons sans forcer nourrir plus de 100 millions de personnes !
Quand depuis plus de 40 ans certains demandent pour chacun un revenu minimum non lié au travail (revenu social) et qu'on en est toujours au même point : que la misère progresse, il y aurait de quoi désespérer...

Le jour où autant que nous sommes, nous voudrons voir nos problèmes non seulement à travers notre usine, notre bureau, nos champs, mais dans un ensemble national européen et international où les valeurs morales retrouveraient leur raison d'être : privilégier l'homme au système.

Si par ailleurs nous comprenions enfin que ce n'est pas le problème de la production qui est en cause, mais le problème de la répartition, nous serions sur la bonne voie. En France, nous avons tout pour réussir et pour donner l'exemple. Et pourquoi pas l'économie distributive ?

Oui, retroussons nos manches pour préparer la nouvelle société qui s'impose et qui pourra donner à tous et à chacun la joie de vivre".

★

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE

R. Prouteau : 20 F ; M. Barbier : 20 F ; P. Bertrand : 40 F ; Mme Mouchet : 40 F ; C. Gurnault : 20 F ; Mme Lahens : 300 F ; J. Bigot : 120 F ; Rival de Rouville : 180 F ; J. Kopp : 195 F ; R. Anis : 20 F ; C. Robin : 10 F ; Bevancon : 60 F ; H. Lepeu : 100 F ; Mme Rivet : 30 F ; P. Botte : 380 F ; Mme Casanova : 180 F ; J. Kahn : 50 F ; J. Julien : 40 F ; P. Maffre : 20 F ; A. Péon : 20 F ; J. Fourreau : 100 F ; J. Lemblé : 20 F ; R. Boudot : 40 F ; Mme Luce : 1.000 F ; Mlle Pineau : 40 F ; E. Siroit : 100 F ; R. Deriaz : 20 F ; A. Aubin : 40 F ; P. Divernet : 20 F ; A. Dauteau : 20 F ; H. Escurpeyrat : 1.000 F.

Total :4.245 F

MERCI A TOUS

DU NOUVEAU !

Pour aider notre propagande, vous pouvez maintenant proposer à vos amis, voisins, collègues, de nous consulter sur minitel

36-15
code ALAB
LA GRANDE RELEVE

bien

(basic income european network)

REVENU DE BASE EN IRLANDE

Résumé et mise à jour d'un exposé de Rosheen Callendor

par Christian DE VLEMINEK

L'IDEE du revenu de base est très actuelle en Irlande : évoquée par la droite, par la gauche et par les Verts.

Le Fine Gael Party (de droite) y voit un moyen de simplifier et d'améliorer le système de sécurité sociale. La section des jeunes de ce parti a fait des propositions concrètes mais sans aborder le problème d'une réforme fondamentale de l'impôt.

Les *Verts* défendent l'idée d'un dividende social mais n'avancent aucune proposition concrète.

Le ITGWU (le plus important syndicat du pays) a proposé à la Commission de Taxation (1982) et à la Commission de Sécurité Sociale (1984) un revenu minimum garanti lié au salaire masculin moyen.

Le Parti des Travailleurs **pense que le revenu de base ne pourra être introduit sans un développement économique massif.**

La situation en Irlande est la suivante :

— 30 % seulement de la population est au travail
— 25 % de la population paie 90 % des contributions.

Dans les années 70 des travailleurs ont protesté massivement contre la répartition inéquitable des charges fiscales. C'est pourquoi on créa une *Commission de Taxation* en 1982. Son effet a été surtout de désamorcer les protestations. L'idée du revenu de base a été abordée, de façon superficielle, et rejetée comme étant trop onéreuse.

D'autre part, les employeurs et les conservateurs ont attaqué fraudes et abus dans le domaine de la Sécurité Sociale. Le gouvernement a donc créé une *Commission de Sécurité Sociale* en 1984.

Cette commission a, elle aussi, rejeté l'idée du revenu de base, sous le prétexte qu'il impose des dépenses injustifiées sans améliorer de façon significative le niveau d'assistance aux plus démunis. Elle préconise en définitive l'amélioration du système existant.

La position de l'auteur est celle des socialistes et du Trade Union : le revenu de base n'est possible que dans un système économique planifié, dérivant de l'intervention et de l'initiative de l'Etat. C'est lui qui peut mettre en place un mécanisme de redistribution du travail (payé ou non) et du revenu (fruit d'un travail ou non).

A l'heure actuelle, en Irlande, en cette période difficile, seuls les socialistes continueront à défendre l'idée du revenu de base, mais seulement dans un environnement économique et politique différent. Entre-temps, ils plaident pour la rationalisation du système existant et notamment un revenu minimum de 50 à 60 livres par semaine pour les allocataires sociaux. Mais il ne s'agit pas là d'une réforme fondamentale où seraient traités en parallèle le problème de la Sécurité Sociale et celui de la taxation.

ARCHIVES NATIONALES SUR LE REVENU GARANTI

L'association internationale B.I.E.N., lors de sa constitution à Louvain-la-Neuve, m'a chargée de faire l'inventaire des publications françaises sur le revenu garanti (ou revenu social, ou allocation universelle, etc...).

Dans notre numéro d'Avril 1987, je demandais ici-même à nos lecteurs de participer à cet inventaire en m'envoyant avant le 1er mai toute référence à ce sujet.

Voici l'état actuel de cet inventaire. Il a été mis en mémoire sur ordinateur afin de pouvoir être complété à tout moment.

M.L. D.

LIVRES

1932 DUBOIN Jacques : *La grande relève des hommes par la machine,* Ed. Nouvelles

1934 DUBOIN Jacques : *Kou l'ahuri ou la misère dans l'abondance,* Ed. Nouvelles

1934 DUBOIN Jacques : *La grande révolution qui vient,* Ed. Nouvelles

1935 DUBOIN Jacques : *En route vers l'abondance,* Fustier

1937 DUBOIN Jacques : *Libération,* Grasset

1937 DUBOIN Jacques : *Lettre à tout le monde,* Fustier

1938 DUBOIN Jacques : *Egalité économique,* Grasset

1940 DUBOIN Jacques : *Demain ou le socialisme de l'abondance,* OCIA

1944 DUBOIN Jacques : *Rareté et abondance,* OCIA

1946 GUERIN Aymé : *Faire le socialisme distributif ou mourir,* OCIA

1946 IEL Marc : *Le socialisme de l'abondance,* OCIA

1946 DUBOIN Jacques : *Economie distributive de l'abondance,* OCIA
1947 LAUDRAIN Maurice : *Le salut public par l'organisation socialiste.*
1950 DUBOIN Jacques : *L'économie distributive s'impose,* LEDIS
1951 DUBOIN Jacques : *Economie politique de l'abondance,* LEDIS
1955 DUBOIN Jacques : *Les yeux ouverts,* LEDIS
1961 DUBOIN Jacques : *Pourquoi manquons-nous de crédits ?* LEDIS
1963 LAUDRAIN Maurice : *La voie française du socialisme,* Maison du Livre
1965 MULLER Henri : *L'An 2000. Une révolution sans perdants,* Plon
1974 STOLERU Lionel : *Vaincre la pauvreté dans les pays riches,* Flammarion
1974 PASTOR Joseph : *En retard d'une révolution,* J. Pastor
1979 LAUDRAIN Maurice : *Sortir de la pagaille,* Les Publications Universitaires
1980 GORZ André : *Adieux au prolétariat,* Galilée
1982 DUBOIN Marie-Louise : *Les affranchis de l'An 2000,* Syros
1982 MILANO Serge : *La pauvreté en France,* Le Sycomore
1983 GORZ André : *Les chemins du paradis,* Galilée
1984 LAUDRAIN Maurice : *L'incapacité au pouvoir,* Les Lettres Libres
1984 BRESSON Yoland : *L'après-salariat,* Economica
1986 DUBOIN Marie-Louise : *L'économie libérée,* La Grande Relève
1986 BRESSON Yoland : *Le participat,* Chotard et associés.

ARTICLES

1986 MARLIN René : *Revenu garanti : bonne ou mauvaise idée ?* in La Grande Relève
1986 MILANO Serge : *Le revenu minimum social : un droit local à la solidarité,* in Futuribles
1986 GUITTON Henri : *Ouvrir les logiques de demain,* in Messages du Secours Catholique
1986 GORZ André : *Qui ne travaille pas mangera quand même,* in La lettre Internationale
1987 MATHIEU Jean-Luc : *Le parti de la solidarité,* in Le Monde
1987 AZNAR Guy : *La société des trois revenus,* in Futuribles
1987 CLERC Denis : *Le revenu minimum garanti,* in Alternatives Economiques.

PROPOSITIONS

1968 Motion pour une allocation minimum nationale de la Caisse Vieillesse Artisanale
1981 60 propositions contre la précarité et la pauvreté. Rapport à R. Barre de Gabriel Oheix
1985 Proposition au congrès P.S. de Toulouse : une réponse socialiste à la pauvreté, par Jean-Claude Boulard
1986 Proposition de loi au Sénat des Sénateurs Communistes pour instituer des mesures urgentes contre la pauvreté, par Hélène Luc et Al
1986 Proposition du Congrès de la Fédération Nationale des Chômeurs

ASSOCIATIONS QUI REVENDIQUENT UN REVENU GARANTI

Association des chômeurs et des précaires, 75 av. des Gobelins, 75013 Paris (publie le bimestriel CASH)

★

Association pour l'économie distributive, BP 108, 78110 Le Vésinet

★

Association syndicale indépendante des chômeurs du Thouarsais, Thouars

★

Groupes de Salariés pour l'économie distributive, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (publie le trimestriel "L'Intersyndicaliste")

★

Groupes pour l'économie distributive (Association dissoute qui publiait "Pense et Lutte")

★

Mouvement pour l'autogestion distributive, 46, rue du Bois, Notre-Dame, 77330 Lésigny (publie le bimestriel "Autogestion distributive)

★

Renouveau Syndical 68, 14 A, rue de l'Illberg, 68200 Mulhouse (publie le mensuel "Renouveau Syndical 68")

★

Tribune du Revenu Social, 03 Bellenaves

Ces listes ne sont certainement pas complètes. Nous demandons à nos lecteurs de nous envoyer dans les plus brefs délais toutes les rectifications ou additions qui doivent lui être apportées.

Dans notre XX^e siècle, un homme ne trouve du travail que s'il peut en enrichir un autre. Cet autre le congédiera dès qu'il pourra le remplacer par une machine...

Puisque, de tout temps, les privilégiés ont vécu du travail des "autres", pourquoi les "autres" ne pourraient-ils pas vivre du travail des machines ?

Non seulement le plein-emploi n'est plus nécessaire, mais il est devenu impossible à l'ère des robots. C'est donc le plein-emploi des machines que nous devons réclamer et le MAXIMUM VITAL en tant que revenu gagé sur la PRODUCTION MAXIMALE des machines.

Jacques DUBOIN (Les yeux ouverts)

LA PAROLE EST AUX JEUNES :

PLUS OU MOINS ?

par Thierry LAFRONDE

"J'ai voté pour untel parce que c'était le moins mauvais..." "J'ai acheté cette maison, ce bien d'équipement, etc... parce que c'était le moins cher..." "J'ai choisi ce travail parce que c'était le moins ennuyeux et le moins mal payé...".

Combien de fois n'avons-nous pas entendu ce ramassis de négations ! Nous en sommes arrivés à ne plus nous déterminer POSITIVEMENT par rapport à un choix, mais NEGATIVEMENT. Nous sommes obligés, le plus souvent à choisir la solution du "MOINS PIRE".

Quand l'électeur vote pour une liste, un parti, un candidat, il ne vote pas pour celui qui correspond pleinement à ses idées, mais pour celui qu'il juge le MOINS loin de sa conception. Quand le consommateur achète un bien, il ne prend pas celui qui lui plairait le PLUS mais celui qui représente la MOINS mauvaise solution par rapport à ses contraintes financières (meilleur rapport qualité/prix). Quand un jeune entre dans la vie professionnelle, il a rarement la chance d'occuper un poste correspondant à ses motivations, ses aspirations, ses goûts... Nombreux sont les jeunes qui se retrouvent avec un travail bien loin de ce qu'ils espéraient. Il faut bien manger ! Et cette solution du "MOINS" pire est encore mieux que "RIEN".

Il n'est pas nécessaire d'être psychologue ou sociologue pour comprendre que cet état d'esprit ne peut être que néfaste, moralement et psychologiquement. Alors, allons-nous encore continuer longtemps à subir cette société du MOINS ? Ou bien allons-nous avoir le courage de nous poser les vraies questions pour en sortir ?

D'où provient cette société du MOINS ? Elle est le résultat de notre système économique et politique : d'une part, nous vivons sous la contrainte économique et financière, symbolisée par le règne de l'argent-roi. Nous sommes tenus en laisse par la nécessité pécuniaire sans laquelle nous ne pouvons rien obtenir, rien faire. Notre liberté économique est un leurre.

Est-ce parce que nous manquons de richesses, de moyens techniques, d'énergie, de bras, de ressources... ou que nos magasins sont vides ? Pas du tout. Mais nous manquons de pouvoir d'achat. Sans cesse sonne à nos oreilles ce refrain : "Où trouver les moyens financiers ?". Or, il faut savoir une fois pour toutes que la monnaie (le franc et les autres devises) dont nous dépendons tant, n'a pas de valeur intrinsèque. Sa valeur est subjective (voir la cotation en bourse) et des instituts (banques et autres organismes...) la créent à leur guise, par les crédits, les découverts et autres combinaisons financières. Le pouvoir est ici, Mesdames et Messieurs !

Si nous manquons de cet argent, ce n'est pas par obligation ou par nécessité, mais simplement parce que son fonctionnement caduque et stupide comporte des imperfections et des tares... et parce que les personnes qui en détiennent les rênes le veulent bien ! En temps de guerre, manquons-nous de moyens financiers ? Pourquoi en temps de paix, pour faire vivre les hommes, en manquerions-nous ? Il faut reprendre le droit régalien de battre monnaie et le mettre sous le contrôle de tous : le peuple ! Inventer une NOUVELLE MONNAIE, changer les règles monétaires afin de permettre à chacun de recevoir la part qui lui revient des richesses de la nation, de la planète...

Pour reprendre des mots à la mode, voilà où il faut "innover et entreprendre" si nous voulons VIVRE PLUS !

D'autre part, nous vivons sous une parodie démocratique où notre rôle de citoyenne et de citoyen est réduit à sa plus simple expression. Le débat politique, l'information, les droits d'antenne, etc... sont réservés et limités à deux courants d'idées : la droite et la gauche. Pour les autres, une "dictature démocratique" s'est installée !

De temps en temps, un petit droit de parole dérisoire pour faire croire qu'on est en démocratie et clouer le bec à ceux qui diraient le contraire et tout va pour le mieux. Dictature démocratique et démagogie !

Alors, il nous reste le droit de vote. Lui aussi décoré du MOINS puisque notre choix est limité entre deux catégories de candidats : la droite et la gauche. Alors on choisit par retranchement. La liberté politique est dénaturée ! Une fois élus, nous n'avons plus aucun moyen de contrôle sur nos "représentants". Ils peuvent faire ce qu'ils veulent malgré les sondages, les pétitions... et ils ne s'en privent pas. Il ne nous reste qu'à continuer notre "train-train quotidien" de consommateur et d'électeur, c'est-à-dire celui du MOINS.

Il faut repenser notre pratique de la démocratie et mettre au point une nouvelle organisation politique qui permette à chacun de

réflexions

faire valoir ses droits de citoyen en ayant la possibilité de contrôler et de révoquer les représentants de la nation, à tout moment, si leurs actes et décisions sont jugés néfastes.

Devenir des citoyens adultes et actifs !

Les "contraintes artificielles", créées de toute pièce par notre système économique et politique, qui nous obligent à adopter et à réviser nos choix par le MOINS, ne peuvent qu'engendrer une agression, une frustration... On sait les conséquences et les répercussions de tels sentiments, vécus quotidiennement : nous perdons notre équilibre, notre calme, notre lucidité, en un mot notre harmonie ! D'où les troubles de comportement, et certains s'étonnent de voir augmenter la délinquance, les crimes, les vols, la violence, les dépressions, les maladies mentales... ! Tout en les condamnant impitoyablement, ne soyons pas surpris. Réclamons la clémence et interdisons-nous le silence sous peine de complicité !

Sachons que tant que nous resterons dans ce monde de frustration matérialiste (par l'argent) et de parodie démocratique (par les institutions...), il est normal que des excès, des troubles, des maux et des souffrances surgissent.

Si nous voulons que tout cela cesse, il faut changer de système économique et politique !

Pour ma part, je n'ai pas envie de continuer à vivre dans cet univers mesquin, rétréci, limité, etc... Et vous ? A nous de vouloir changer pour autre chose.

Que ce soit par intérêt ou par idéal, pourquoi pas vers une société que nous appellerions la "société du PLUS", par opposition ? Non pas "PLUS" au sens matériel mais au sens spirituel. Vivre PLUS par amour et MOINS par intérêt ! Vivre PLUS librement et MOINS par obligation !

N'oublions jamais que nous sommes les ACTEURS de ce théâtre qu'est la vie. Si nous ne nous laissons pas enfermer par notre rôle et par la mise en scène, nous retrouverons nos facultés de rêver et de vouloir. Et alors nous pourrons tout !

CURIEUX ? !

Nous avons signalé dans notre précédent numéro la visite des gendarmes au siège de la Grande Relève.

Or, à la même époque, nous venons de l'apprendre, l'imprimerie de l'"Intersyndicaliste" (que publient les G.S.E.D.) et le mouvement pour l'autogestion distributive ont reçu la visite des Renseignements Généraux...

LES ARMES ET LE BLE

Les peuples n'ont pas besoin des armes mais ils ont besoin de blé.

Alors pourquoi vend-on des armes à ceux qui ont faim,

Et pourquoi ne leur vend-on pas du blé ?

La réponse est simple, simple à pleurer :

Pour les parasites financiers

Les armes sont plus précieuses que le blé

Car les armes rapportent beaucoup d'argent-profit.

C'est le jeu des hommes sans conscience.

Albert CHANTRAINE.

bloc notes

ASSOCIATIONS

EDEN
Equipes pour la Diffusion d'une Economie Nouvelle :
Maison des Associations
2, rue Berthe-de-Boissieux
GRENOBLE

●

G.S.E.D
Groupe des Salariés pour l'Economie Distributive, 11, rue St-Vincent-de-Paul
13004 MARSEILLE

●

C.A.S.H.
Association des Chômeurs et des Précaires
53, avenue des Gobelins, 75013 PARIS

●

RENOUVEAU SYNDICAL 68
14 A, rue de l'Illberg
68200 MULHOUSE

●

CITOYENS DU MONDE
15, rue Victor-Duruy, 75015 PARIS

●

UNION PACIFISTE
4, rue L. Hoche, 92100 BOULOGNE

●

LIA.CO.FA
25, Square du Nouveau Belleville
75020 PARIS

REVUES

SCIENCE CULTURE INFO
Lettre mensuelle publiée par le groupe de Réflexion interdisciplinaire qui traite de thèmes fondamentaux et transdisciplinaires : l'autonomie et la complexité ; les mécanismes de l'évolution biologique ; la responsabilité individuelle, etc...
GROUPE SCIENCE CULTURE
1, rue Descartes
75005 PARIS

●

FACETTES
B.P. n° 15 - 95220 HERBLAY
La revue écrite par ses lecteurs : les uns posent les questions, d'autres y répondent. Le lien des chercheurs et des curieux.

●

LA LUCARNE
Mensuel édité en Belgique :
11, rue du Monnel, 7500 TOURNAI

courrier

Je suis étudiant en Sciences Economiques et j'ai été attiré par l'Economie Distributive qui, je crois, mériterait un meilleur traitement. Il faudrait plus d'attention de la part des économistes et des organes de vulgarisation économique (presse, radio, télé...). Mais comme vous le savez, l'idéologie académique ("paradigme") reste imperméable à tout ce qui la dérange. Nous le voyons bien en ce qui concerne le contenu de nos cours. En attendant "l'Economie Libérée" je vous souhaite bonne chance et surtout bon courage dans votre combat qui est en train de devenir aussi le mien. Je m'efforcerai autant que faire se peut de diffuser les thèses abondancistes.

L.M., Domont.

★

Je lis actuellement "les Affranchis de l'An 2000" que j'ai trouvé au Bibliobus du Loir-et-Cher.

Bravo, je vous demande de m'en adresser un exemplaire que je garderai dans ma bibliothèque. Je vous demande de joindre quelques exemplaires de la Grande Relève que je puisse diffuser nos thèses.

Continuez ce bon combat.

J.A., Selles-sur-Cher.

★

Je suis en convalescence et j'ai parlé économie distributive à quelques jeunes qui ne connaissaient pas et qui sont vivement intéressés. Si vous pouviez me faire parvenir ici quelques exemplaires de l'Economie Libérée, je les ferais lire autour de moi et ça ouvrirait les esprits.

A.M., St-Georges.

★

J'ai découvert, par hasard, votre revue à la Maison de la Presse de St-Brieuc, rue Saint-Guillaume.

Eprouvant un vif intérêt pour votre façon de voir les choses et désirant mieux comprendre vos idées, cette lettre tient lieu de commande...

★

J'ai eu l'occasion ce jour sur Radio 3 d'écouter l'émission qui est passée vers 12 heures et d'apprécier votre façon de voir, votre approche de la Société dans laquelle nous vivons.

Il est absolument certain que la majorité des gens qui composent et font cette société se voilent la face, ne veulent pas voir que la poursuite dans cette même voie conduit à une impasse qui sera tragique de toute façon, si un changement dans les mentalités n'intervient pas rapidement.

Je serais heureux de recevoir quelques renseignements sur vos activités, peut-être puis-je vous être utile, je suis gérant d'une société de 10 personnes, je crois que chacun a un rôle à jouer dans la vie de chaque jour, et c'est dans ce sens que je vous décris.

F.R., Montsoult.

★

Lors de l'émission "Les chemins de l'Initiative" sur Radio 3, c'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai écouté l'entretien sur l'économie distributive.

J'aurais souhaité approfondir ce thème par la lecture de quelques ouvrages, que pouvez-vous me recommander ? et la Grande Relève qu'est-ce exactement ?

B.M., Ablis

★

Ayant reçu gratuitement les numéros de Février et Mars de la Grande Relève, je souscris un abonnement de soutien d'un an, soit 120 F. Le montant du chèque de 150 F vous permettra, je pense, d'adresser un numéro gratuit à...

Je suis certain qu'à son tour, il souscrira un abonnement car nous étions déjà en 1936 lecteurs de la Grande Relève des Hommes par la Science et les Machines.

La guerre a amené une longue coupure... mais nous sommes heureux de voir que le Flambeau allumé par Jacques Duboin ne s'est pas éteint.

A.P., La Varenne-St-Hilaire.

★

Parmi les associations progressistes qui invitent à signer l'appel Arc-en-Ciel (se situant à gauche de la gauche) figure le M.A.N. bien connu des lecteurs de la G.R.

Nous suggérons donc aux abondancistes, chacun dans sa région, de s'intéresser à cette démarche, afin d'y faire connaître nos idées.

Pour renseignements :
Arc-en-Ciel, 25, rue du Moulinet, 75013 Paris.

L.T., Grenoble.

★

Un lecteur de Lyon nous envoie copie d'une lettre envoyée au "Matin de Paris" qui ne l'a pas publiée :

Crise = chômage

"L'évolution scientifique, suivie de l'évolution technique se traduit en économie, vers une productions toujours plus abondante et vers un travail humain toujours plus réduit. Des machines automatiques fabriquent d'autres machines automatiques.

Rien n'arrêtera les progrès de la science et de la technique, rien n'arrêtera la croissance de la production et la décroissance du travail utile. La société doit se soumettre à cette fatalité. Elle doit adapter ses institutions à l'évolution économique, actuellement freinée, entravée, et nous savons tous pourquoi.

Creusons-nous les méninges, retournons le problème sur toutes ses faces, recherchons les formules sociales qui répondent aux conditions requises ci-dessus exprimées.

Si nous appelons service social la participation de chacun au travail collectif et revenu social, la part de chacun dans la distribution des fruits de ce travail, nous comprendrons mieux combien les racines de la société de demain plongent dans la cellule originelle du début des temps humains.

Le capitalisme est né d'une spoliation...

Il est arrivé à l'apothéose de la spoliation. Il est à son apogée et ne peut plus évoluer. En fascinant, en entravant l'évolution de l'économie vers son but lointain, il engendre le chômage, l'emploi nuisible, la misère au sein de la "surproduction", etc...

Sentimentalement, les hommes sont prêts à entrer dans une économie des besoins.

Si ce n'est pas vrai, qu'est-ce donc que tous ces projets qui n'ont pas d'expression économique et sociale précise ? Sauf celui formulé par Jacques Duboin à qui les générations futures seront plus reconnaissantes que la précédente.

L.B., Lyon.

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce 20e siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette "révolution de l'intelligence" est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, "la grande relève" des hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa survie, l'homme était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques. Il faut d'abord admettre l'idée que le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée d'un travail accompli. Et ceci nous oblige à imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à ce que les robots fabriquent pour **tous.**

C'est parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, que nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. Un monde devenu tellement absurde qu'il dépense 10 millions de francs **chaque minute** pour préparer la guerre, mais ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de mourir de misère. La misère grandit quand s'ouvre l'ère de l'abondance !

Nous sommes ainsi à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société humaine à cette brutale transformation. Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de **tous** les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été imaginés et proposés par J. Duboin sous le nom d'économie distributive :

l'économie distributive

Le travail : même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois un **devoir,** celui de participer, et un **droit,** celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie, ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

Les revenus. Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant régulièrement son **revenu social** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort : tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi un être économiquement indépendant.

La monnaie : Pour qu'il puisse y avoir équilibre entre l'ensemble de ces revenus distribués et les richesses disponibles, la monnaie distributive n'est **pas thésaurisable et elle ne circule pas.** C'est une **monnaie de consommation** qui s'annule (comme s'annule un crédit) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins. Les **investissements,** de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production "disponible" et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer ; il n'y a donc pas d'impôt et les revenus augmentent avec la production. Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne du veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins,** la **compétitivité** fait place à la **convivialité.**

PAS DE PANIQUE !

scénario : gédé **dessin : isa python**

La suite des aventures de Théodore, fils de faux-monnayeur, contées par sa petite sœur, Anne-Sophie

COUP DE CHANCE POUR PROSPER, LE TUEUR À GAGES ÉTAIT GAGNÉ AU PISTOLET-À-FAIRE-DE-L'OR. MAIS, QUINZE JOURS PLUS TARD...

MESSIEURS! QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE?!...

VOUS FAITES UN TABAC ! JACQUES CARREAU VIENT D'ANNONCER L'ÉTABLISSEMENT DE LA CONVERTIBILITÉ ...

...DE LA MONNAIE SUR LA BASE DE L'ÉQUIVALENT ÉNERGIE : LE **JOULE** !!

ET IL VIENT VOUS VOIR DANS QUELQUES MINUTES...

C'EST FANTASTIQUE, GRAND-PÈRE !

PAS DU TOUT ! CE N'EST PAS UNE MESURE QUI RÈGLE LA QUESTION DE LA VALEUR DE LA MONNAIE ! QUE COÛTE L'ÉNERGIE POUR LES HOMMES... SI CE N'EST LE PRIX DE SA TRANSFORMATION ET DE SON STOCKAGE ?

VOUS VOULEZ DIRE QUE LA RÉELLE ÉQUIVALENCE EST ENTRE LA SCIENCE HUMAINE ET LE MOYEN DE DISTRIBUTION DES RICHESSES QUE DEVRAIT REPRÉSENTER L'ARGENT?

C'EST À PEU PRÈS CELA... QUANT À L'ÉNERGIE, MÊME SI ON LA TRANSMUTE CORRECTEMENT, ELLE VAUT RIEN DE PLUS QUE LE POIDS DE PLOMB QU'ON PEUT PRENDRE DANS LES FESSES !!

E=M... À LA VITESSE DE LA LUMIÈRE PRÈS !...

GROUPE HOSPITALIER "VEINARD"

MONSIEUR CARREAU... LE VOYAGE S'ARRÊTE ICI, POUR VOUS...

SILENCE

VEINARD

SILENCE

ALLEZ, AVANCE... ORDURE !

AU SECOURS !!

BON DIEU ! LES GARS, JACQUES CARREAU EST EN TRAIN DE SE FAIRE KIDNAPPER !!

?

?!?!

?!

?

OÙ M'EMMENEZ-VOUS ?

DANS LA MAISON D'UN HONNÊTE PÈRE DE FAMILLE, PLONGÉ DANS LES AFFRES DU CHÔMAGE À CAUSE DES CARTES MAGNÉTIQUES PERSONNALISÉES... PAR TES PUCES !!